



Le Président du Faso accorde une audience au Ministre ghanéen de la Sécurité

Page 6

Les éditions

Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du vendredi 15 juillet 2017

7 Jrs/7

N°451

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 18.

Porter sa ceinture de sécurité : Un geste qui sauve la vie de celui qui le fait ainsi que celle des autres Page 13



Bobo-Dioulasso : Sur les traces de l'une des plus vieilles écoles du Burkina

Page 11



Sixième TAC : 24 projets sur la table de discussion

Page 2



DÉCLARATION DES DÉFENSEURS DE DROITS DE L'HOMME SUR LES POURSUITES JUDICIAIRES A L'ENCONTRE DU JOURNALISTE LOOKMANN SAWADOGO PAR SIX (6) MAGISTRATS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Page 15



Sixième TAC : 24 projets sur la table de discussion

Région du Centre



La tenue du 6ème TAC était à l'ordre du jour de ce point de presse

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Relations avec l'extérieur a animé une conférence de presse dans la matinée de ce jeudi, 13 juillet 2017 au sein de son département à Ouagadougou. L'objectif de cette rencontre avec les journalistes était de donner des détails sur la tenue du 6ème Traité d'amitié et de coopération entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso les 17 et 18 juillet 2017, du Conseil des ministres conjoint et du Sommet des deux Chefs d'Etat

Les principaux points projetés à l'ordre du jour concernent les infrastructures routières et ferroviaire; la fourniture d'électricité et d'hydrocarbures ; la question de

facilitation du commerce, du transit et du transport sur le corridor Abidjan-Ouagadougou ; la mise en place de nouvelles structures de coopération, d'échanges et d'appui aux populations ; les questions de défense et de sécurité.

Alpha Barry situe les enjeux de ce 6ème traité d'amitié et de coopération entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Après le bilan des décisions prises à Yamoussoukro en 2016, le ministre des affaires étrangères se félicite des volets du TAC qui marche « c'est le cas par exemple de l'électricité, des accords entre université, des accords sur le fonctionnement des corridors, la question de l'autoroute sera aussi au rendez-vous.

A ce TAC, il sera aussi question de deux fonds destinés aux jeunes et aux femmes des deux pays. « La mise en place de deux fonds, un fonds pour financer les femmes et la jeune fille et un autre pour financer la jeunesse », a expliqué Alpha Barry.

En plus de ces deux fonds, il y'a 24 accords sur la table de discussion sur ce TAC

« Nous avons en projet, 24 accords qui vont être discutés entre experts des deux parties et si elles s'accordent sur le contenu, on devait pouvoir les signer à l'issue du Sommet », a dévoilé le ministre Alpha Barry. On retient que parmi les projets d'accord

La suite à la page 3

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2



Les journalistes présents à ce point de presse

en discussions, il y a le jumelage entre écoles militaires (celles de Bingerville et de Zambakro en Côte d'Ivoire et le PMK et l'académie Georges Namoano de Pô au Burkina), la lutte contre les mutilations génitales féminines dans les frontières. Des projets de création de structures sont également sur la table des experts et visent la mise en place de deux Fonds : un pour financer la femme et la jeune fille et un autre Fonds pour financer les activités de jeunesse. « Les discussions sont en cours, les projets sont-là, de part et d'autre. Si les experts arrivent à s'entendre, normalement, à l'issue de ce TAC, on devrait pouvoir mettre en place ces deux Fonds »

Sur le projet de construction de l'autoroute, la Côte d'Ivoire est



Alpha Barry a rassuré les hommes de média que la question du terrorisme sera abordée

pris de l'avance sur le Burkina mais le ministre burkinabè des affaires étrangères a tenu a

rassuré les hommes de média que le Burkina travaille aussi.

Le budget alloué à l'organisation de ce TAC est d'environ 4 milliards de francs CFA.

Alfred Sié KAM, Djakaridja GHO/ Rédaction SC-Info

SOCIETE

DYSFONCTIONNEMENT DU CENTRE HOSPITALIER DE OUAHIGOUYA : L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF LANCE "L'OPERATION SAUVONS NOTRE CHU.

Région du Nord



Cette opération citoyenne consiste à réunir des biens financiers et matériels pour remettre à l'hôpital.

Cela n'est plus un secret pour personne, les services du centre hospitalier de Ouahigouya fonctionnent avec beaucoup de difficultés. Les populations, les usagers, le personnel soignant, chacun a interpellé les plus hautes autorités de l'État pour pallier au dysfonctionnement. Des grèves, des sit-in ont été organisés mais sans réponse adéquate. L'association pour le développement participatif (ADP) a pris une initiative louable et

patriotique pour trouver une solution même petite soit-elle.

Pour l'ADP, c'est bien d'interpeller, de critiquer, mais il faut aller au-delà de la parole. Selon le coordonnateur de l'association Issouf Bissiri, l'opération citoyenne consiste à réunir des biens financiers et matériels pour remettre à l'hôpital. L'opération va s'étaler du 8 juillet au 7 septembre 2017. Elle est présidée par le président du conseil régional du Nord, parrainée par Joël Ouédraogo, président de la fédération des groupements Naam. Selon le

coordonnateur Bissiri, c'est suite à certains calvaires que lui-même a vécu et sachant que des usagers les vivent tous les jours que l'idée a été proposée aux membres de l'ADP qui l'ont adoptée. Pour l'opération "sauvons notre hôpital", il est demandé à toutes les filles et fils de la région du nord de manifester leur amour à travers des dons soient en espèces ou en nature qui pourront être utiles pour le fonctionnement de l'hôpital. Pour cela, une liste de besoins du centre hospitalier est exprimée. Les fonds serviront selon les montants à l'acquisition de ces matériels. Le

La suite à la page 5

SOCIETE

La suite de la page 4



Rendez-vous est donné pour le 7 septembre pour le bilan.

parrain Joël Ouédraogo prenant la parole à soutenu l'action en citant un ancien, « ne demandez ce que votre pays peut faire pour vous mais plutôt, ce que vous pouvez faire pour votre pays ». Pour lui, l'initiative est noble et il a dit toute sa reconnaissance au initiateurs. Il a invité les populations à contribuer pour la réussite de cet engagement. Sa majesté Naaba Kiiba qui a adhéré à l'idée a contribué en achetant un barboteur estimé à 125000fr. Le cabinet de maître Kambou, selon les organisateurs a accepté d'accompagner l'opération. Tous les dons sont donc déposés au sein de ce cabinet et un comité se réunira chaque semaine pour faire l'état des contributions. Et selon les organisateurs, chaque fois que la somme disponible peut acheter un matériel dont le besoin est urgent, ils le paieront car, ont-ils dit, une culotte d'aujourd'hui vaut mieux que des pantalons de demain. Beaucoup de promesses ont été faites par de hautes



Le cabinet de maître Kambou, selon les organisateurs a accepté d'accompagner l'opération

personnalités et de structures pour un accompagnement conséquent. Les prévisions tournent autour de 20 millions de francs au minimum à récolter. Des numéros de transfert d'argent seront communiqués et par lesquels les populations du Nord pourront donner leurs contributions. Le représentant du directeur général

du centre hospitalier a exprimé sa satisfaction à cet élan de solidarité et pense qu'à travers de telles initiatives l'espoir sera grand pour tout usager de l'hôpital.

Rendez-vous est donné pour le 7 septembre pour le bilan.

Omar Clément Ouédraogo /SCI

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso accorde une audience au Ministre ghanéen de la Sécurité

Région du Centre



Monsieur Albert Kan DAPAAH et son homologue du Burkina, Monsieur Simon COMPAORE, sont allés rendre compte au Président du Faso, des conclusions de leur concertation

Le Ministre de la Sécurité du Ghana, Monsieur Albert Kan DAPAAH en visite de travail au Burkina Faso a été reçu en audience par le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, dans la soirée du mercredi 12 juillet 2017. Le Ministre ghanéen de la Sécurité, Monsieur Albert Kan DAPAAH et son homologue du Burkina, Monsieur Simon COMPAORE, sont allés rendre compte au Président du Faso, des conclusions de leur concertation. En effet, a confié Monsieur DAPAAH, « lors de la dernière visite du Président Nana AKUFO-ADDO au Burkina Faso, les deux chefs d'Etat ont convenu que les deux départements en charge



Selon le Ministre DAPAAH, les échanges avec les premiers responsables de la sécurité du Burkina Faso ont été fructueux.

La suite à la page 7

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6



Le Ministre ghanéen a par ailleurs affirmé que la sécurité est le socle du développement,

de la sécurité et du renseignement devraient se rencontrer pour discuter afin de renforcer la coopération entre les deux pays dans ce domaine ». Selon le Ministre DAPAAH, les échanges avec les premiers responsables de la sécurité du Burkina Faso ont été fructueux. « Nous sommes parvenus à des décisions concrètes qui devraient permettre de renforcer la coopération dans le domaine sécuritaire pour le bonheur des deux peuples », a-t-il déclaré. Ces échanges, a-t-il ajouté, ont

consisté essentiellement au partage d'informations et de renseignements. Au final, les deux pays ont décidé de se « soutenir mutuellement et de se concerter régulièrement pour voir comment définir un plan commun en matière de sécurité ». Le Ministre ghanéen a par ailleurs affirmé que la sécurité est le socle du développement, avant de signifier que « nous devons travailler pour assurer la sécurité des populations afin d'assurer le développement économique

du Burkina Faso et du Ghana ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**

Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Renforcement de l'axe Ouagadougou-Ankara : Le Ministre turc des Affaires étrangères reçu par le Président du Faso

Région du Centre



le Ministre turc des Affaires étrangères, Monsieur Mevlüt ÇAVUSOĞLU a été reçu en audience par le PF

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience dans la matinée du mercredi 12 juillet 2017, le Ministre turc des Affaires étrangères, Monsieur Mevlüt ÇAVUSOĞLU. Il a été introduit auprès du chef de l'Etat par son homologue burkinabè, Monsieur Alpha BARRY, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur. A l'issue de l'entretien avec le Président du Faso, les deux ministres ont accordé une interview aux journalistes. Prenant la parole en

premier, Monsieur Alpha BARRY a dit sa joie de recevoir ici au Burkina Faso son « frère et ami, le Ministre turc des Affaires étrangères ». Selon lui, la Turquie est une puissance économique dont le Burkina Faso peut s'inspirer pour son développement. Il a aussi rappelé les nombreux accords existants entre les deux pays et ceux en préparation. « Les échanges que nous avons eu avec le Président du Faso visent la mise en œuvre de ces accords pour un développement de la coopération entre nos deux pays », a déclaré Monsieur BARRY. Ainsi, cette visite va contribuer à renforcer la coopération dans les

domaines économique et militaire entre la Turquie et le Burkina Faso. Déjà, des annonces ont été faites, dont « une augmentation des bourses scolaires, des annonces en termes de coopération militaire et d'échanges économiques », a affirmé le Ministre burkinabè. A sa suite, le Ministre turc des Affaires étrangères a aussi exprimé sa joie d'être pour la première fois au Burkina Faso en tant que premier responsable en charge du département de la diplomatie de son pays. Confirmant les propos de son homologue burkinabè, Monsieur ÇAVUSOĞLU, a assuré que « les

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8



Le Ministre ghanéen a par ailleurs affirmé que la sécurité est le socle du développement,

entreprises turques portent une attention particulière au Burkina Faso, aussi bien dans le domaine des mines que dans celui des infrastructures. Nous allons accorder notre soutien sans faille aux entreprises turques qui voudraient intervenir au Burkina Faso ». Il a soutenu que la coopération entre les deux pays passe aussi par le truchement de certaines structures comme la TIKA et le Croissant rouge. Foy du diplomate turc, son pays va travailler à accroître son aide au Burkina Faso. Le Ministre ghanéen a par ailleurs affirmé que la sécurité est le socle du développement, Il a dénoncé les responsables de cet acte « odieux », qui selon lui ont des ramifications partout dans le monde. Le Ministre turc a confié que son pays compte sur le Burkina Faso pour lutter contre ces personnes malintentionnées, car, a-t-il ajouté, « le Burkina Faso a aussi



A l'issue de l'entretien avec le Président du Faso, les deux ministres ont accordé une interview aux journalistes.

connu des faits similaires sur son sol, à savoir une tentative de coup d'Etat » Enfin, Monsieur Mevlüt ÇAVUSOGLU a saisi l'occasion de cette rencontre avec le chef de l'Etat pour lui faire part de l'invitation du Président turc pour

une visite officielle dans son pays.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Audience : le Chargé d'Affaires du Luxembourg, Max LAMESCH chez le Ministre Jean-Martin COULIBALY

Région du Centre



Le Chargé d'Affaires de l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg au Burkina, Max LAMESCH reçu par Jean-Martin Coulibaly

Le ministre de l'Education nationale et de l'alphabétisation, Jean-Martin COULIBALY a reçu en audience dans son cabinet, le mardi 11 juillet 2017, une délégation de l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg au Burkina conduite par le Chargé d'Affaires, Max LAMESCH. L'audience du jour fait suite à celle qui avait été accordée précédemment à son excellence

madame l'Ambassadrice du Luxembourg au Burkina. Ainsi, cette équipe est venue peaufiner les axes sur lesquels la coopération luxembourgeoise apportera désormais son appui au secteur de l'Education. L'accompagnement du Luxembourg au secteur de l'Education va de l'appui d'une part au Compte d'affection spéciale au trésor (CAST) et d'autre part, à un soutien direct pour le renforcement

des capacités des acteurs de l'Education. Le ministre COULIBALY n'a pas manqué de réitérer ses vifs remerciements au peuple luxembourgeois pour le sacrifice consenti en faveur d'une éducation de qualité pour tous au Burkina.

DCPM/MENA.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Bobo-Dioulasso : Sur les traces de l'une des plus vieilles écoles du Burkina !

Région des Hauts Bassins



C'est en 1927 que l'école Bobo- Centre A, s'est installée à Koko dans le site actuel.

Le mercredi 28 Juin 2017, une visite dans l'une des plus vieilles écoles du Burkina, à Bobo-Dioulasso, (l'école Bobo-Centre A) permet de faire des découvertes importantes.

Située à Koko, au secteur 4 dans l'arrondissement 1 de Bobo- Dioulasso d'où le nom « Ecole Bobo-Centre A », la plus vieille école du Burkina Faso a 114 ans cette année. Selon l'actuel directeur Seydou Sanon,

la direction régionale de la LONAB de Bobo-Dioulasso fut le 1er site de cette école. Avec le temps, l'école a été déplacée au quartier Kuinima. C'est en 1927 que l'école Bobo- Centre A, s'est installée à Koko dans le site actuel. Erigée sur une superficie de 2 hectares, avec des matériaux solides, (fers durs, briques rouges avec des murs d'une épaisseur de 40cm), cette école de 6 classes fonctionnelles fut construite du début jusqu'à la fin sans chainage.

Créée officiellement en 1903 par les colons français, c'est en 1904 qu'elle devint fonctionnelle. Jadis dirigée par les colons, ses tous premiers enseignants et animateurs étaient également des officiers français. A l'entendre, de 1903 à 1921 l'école Bobo-Centre A était exclusivement animée par des colons français parce qu'il n'y avait pas d'instituteurs noirs à l'époque. C'est à partir de 1921 que l'école accueillera son premier instituteur noir de nationalité voltaïque, originaire de la ville de Bobo-

La suite de la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

Dioulasso du nom de Birahim Cire Ba, sorti de la célèbre école régionale William Ponty de Dakar. Plus tard la première institutrice de cette école fut Moussokoro Vicens. Ayant une vocation sous régionale, elle a accueilli des enfants voltaïques, ivoiriens, nigériens, maliens et sénégalais.

Des quelques personnalités citées qui y auraient fait un passage, nous avons le père du président actuel du Faso, Charles Bila Kaboré (comme Directeur), le Directeur du Cabinet actuel du ministère de la défense le colonel Ali Traoré, le Directeur de l'école Technique militaire de Ouagadougou (ETMO) Jude Ba, et le Dr Sa Traoré, propriétaire de la clinique Djétogo

à Bobo-Dioulasso. 101. 676 élèves sont passés dans cette école depuis la création de l'école à nos jours.

Au nombre des difficultés évoquées il y a la dégradation des bâtiments, du sol, du plafond, et l'état de vétusté des tables-bancs et des chaises. Seydou Sanon a de ce fait souhaité qu'il y ait une réhabilitation totale du bâtiment, afin de le sécuriser et de lui permettre encore de vivre cent ans. Aussi, il a suggéré la modernisation du mobilier et l'installation de brasseurs dans les salles de classes. Afin de reconstituer la mémoire de cette école, il est prévu une visite des familles Cire Ba et Vicens et une rencontre avec les devanciers. Aussi le directeur

a-t-il plaidé pour l'équipement de la salle informatique afin d'initier les élèves au maniement de l'outil informatique.

Notons que certains pans de l'histoire de cette école ont été conservés (le premier registre d'appel des élèves datant d'octobre 1905, des diplômes de CEPE d'août 1907, des bulletins de naissance d'anciens élèves, etc.) pour servir de repère à la jeune génération.

DCPM/MENA

Brèves

Cameroun: une jeune fille se fait exploser dans une salle de jeux à Waza

Le Cameroun est une nouvelle fois de plus endeuillé par une attaque terroriste dans l'extrême-nord du pays. Une attaque provoquée par une jeune fille kamikaze, qui a fait au moins 14 morts et une trentaine de blessés dans un quartier commerçant de la ville de Waza.

Sénégal: Macky Sall, une campagne électorale discrète pour les législatives

Au Sénégal, la campagne pour les élections législatives du 30 juillet se poursuit. Une campagne particulière marquée par le retour d'Abdoulaye Wade, l'ex-président qui, a 91 ans, est candidat à la députation tout comme le maire de Dakar, Khalifa Sall, qui fait campagne depuis la cellule de sa prison. Le président Macky Sall, qui a mis son Premier ministre en tête de liste, suit les débats de près, mais évite d'y participer directement.

Rédaction SCI

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Porter sa ceinture de sécurité : Un geste qui sauve la vie de celui qui le fait ainsi que celle des autres

Région du Centre-



Le port de la ceinture de sécurité sauve la vie

Le Conseil des ministres en sa séance du mercredi 06 novembre 2013 a adopté un décret instituant le port obligatoire de la ceinture de sécurité pour les conducteurs et passagers des véhicules terrestres à moteur à quatre (04) roues et plus en circulation, aussi bien en agglomération qu'en rase campagne, dès lors que le siège qu'il occupe en est équipé.

Il s'agissait pour le gouvernement, à travers l'adoption de ce décret publié dans le journal officiel (JO) n°11 du 13 mars 2014, de réduire le taux de mortalité dû aux accidents de la circulation. Mais force est de constater que depuis son adoption,

le décret relatif au port obligatoire de la ceinture de sécurité n'est pas appliqué sur le terrain ou du moins les usagers tardent à se plier à ses exigences, alors qu'on assiste à une recrudescence des accidents de la circulation qui font à chaque fois de nombreuses victimes. Il s'avère alors plus que nécessaire et urgent de se conformer aux dispositions du décret de 2013, jusque-là rangé dans les oubliettes.

La ceinture de sécurité, son utilité en cas d'accident

La ceinture de sécurité est un

dispositif de sécurité permettant de limiter les mouvements incontrôlables des passagers d'un véhicule, lors d'un choc. Ainsi, les occupants d'un véhicule en mouvement décélérant brutalement lors d'un choc, ne sont pas projetés contre des obstacles, par leur inertie.

En effet, lorsqu'un accident se produit, l'occupant de la voiture qui n'a pas attaché sa ceinture de sécurité,

continue de bouger à la même vitesse que celle de la voiture avant

La suite à la page 14

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



La ceinture de sécurité en image

l'impact. Il est donc projeté vers l'avant, dans l'habitacle du véhicule (généralement dans le volant s'il s'agit du conducteur ou dans le dossier du siège avant s'il s'agit d'un passager assis à l'arrière). Il peut également être entièrement éjecté du véhicule, auquel cas les risques de blessures graves, voire les blessures mortelles, sont démultipliés. Par contre, si l'occupant a attaché sa ceinture de sécurité, il est maintenu à son siège. Sa vitesse chute donc en même temps que celle de la voiture, de sorte que l'énergie mécanique à laquelle son corps est exposé est beaucoup moins importante. En cas de choc ou de freinage brusque, la ceinture de sécurité permet de répartir la force de l'impact au niveau des parties les plus résistantes du corps humain, d'empêcher que les occupants ne soient éjectés du véhicule, et d'en protéger les occupants. D'après l'Organisation mondiale de la

Santé (OMS), en cas d'accident, le port de la ceinture de sécurité réduit le risque de décès de 40 % à 65 % pour les passagers assis à l'avant, et de 25 % à 75 % pour les passagers à l'arrière. Toutefois, le port de la ceinture de sécurité n'est obligatoire à l'avant et à l'arrière des voitures que dans 57 % des pays.

Comment porter la ceinture de sécurité ?

Une ceinture de sécurité est composée habituellement d'une sangle ventrale et d'une sangle diagonale. La sangle diagonale se porte près du corps, par-dessus l'épaule et sur le thorax, jamais sous le bras ni à la base du cou. La ceinture ventrale quant à elle doit être serrée contre le corps et passe sur les hanches. La sangle basse doit appuyer sur les os du bassin qui peuvent supporter une pression considérable en cas de choc, et non sur le ventre qui

est le centre d'organes vitaux.

En théorie tous les types de véhicule de transport de personnes sont équipés de ceintures de sécurité : automobiles, autocars, camions, et avions. L'exception notable est la motocyclette du fait de son absence de carrosserie et surtout de toit.

Tout conducteur et les passagers à l'avant et à l'arrière d'un véhicule à moteur, sont tenus de porter la ceinture de sécurité dès lors que les sièges qu'ils occupent en sont équipés. Les conducteurs des véhicules automobiles doivent informer les usagers des autocars de l'obligation du port de la ceinture de sécurité par tout moyen comme des panneaux ou des pictogrammes apposés sur chaque siège.

En effet, ils sont responsables du défaut de port de la ceinture de sécurité par les passagers et sont, par conséquent, tenus au paiement de l'amende en cas de contrôle, si un passager n'a pas attaché sa ceinture. Et l'article 6 du décret de 2013 ci-dessus cité dispose que tout contrevenant à la mesure du port obligatoire de la ceinture de sécurité est puni d'une amende de 6 000 francs CFA.

Toutefois, les conducteurs récidivistes, aux termes de l'article 7 s'exposent, en plus de l'amende, à un retrait d'au moins un mois de leur permis de conduire. Ministère des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière

SOCIÉTÉ

DÉCLARATION DES DÉFENSEURS DE DROITS DE L'HOMME SUR LES POURSUITES JUDICIAIRES A L'ENCONTRE DU JOURNALISTE LOOKMANN SAWADOGO PAR SIX (6) MAGISTRATS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Région du Centre



Lookmann Sawadogo, directeur de publication du journal Le Soir

L'actualité nationale est marquée entre autres par le procès intenté par la commission d'enquête du CSM sur la corruption des magistrats contre le directeur de publication du journal Le Soir publiant désormais via un site web. Dans un communiqué de presse les plaignants informaient l'opinion qu'ils poursuivent le journaliste pour diffamation au motif qu'il aurait prétendu que la

commission avait eu la volonté de faire disparaître un dossier compromettant l'un de ses membres. Une citation directe a été signifiée au mis en cause qui devra répondre des faits qui lui sont reprochés devant le tribunal correctionnel le jeudi 13 juillet 2017. Un communiqué de l'union de la presse indépendante du Faso (UNPIF) vient cependant soulever des interrogations qu'il conviendrait de prendre

en considération : D'une part, sur l'impartialité du tribunal et l'équité du procès au regard du risque de corporatisme évident que donne à voir la configuration de la commission d'enquête créée par le Conseil supérieur de la magistrature sur son propre modèle de composition faisant d'elle une représentation de toute l'institution judiciaire. D'autre part, la question de la procédure enclenchée contre le journaliste

La suite à la page 16

La suite de la page 15

qui fait penser à de la persécution. En effet, selon la citation, c'est en vertu du code de procédure pénale que les poursuites sont faites à l'encontre du journaliste mis en cause. Cette procédure ne tient pas compte de la loi portant régime juridique de la presse au Burkina Faso qui est pourtant le seul texte de loi habilité en matière de répression des délits de presse. Comment se fait-il donc qu'un journaliste soit poursuivi dans le cadre de ses activités journalistiques par une loi qui peut le conduire en prison alors que la dépenalisation des délits de presse a été adoptée au Burkina Faso au profit des journalistes après de longues années de lutte des organisations professionnelles des médias ? L'emprisonnement des journalistes a été banni par notre pays à travers l'adoption par le Conseil National de la Transition d'une série de lois portant régime juridique des différents types de presse à savoir la presse en ligne, la presse écrite et la radiodiffusion sonore et télévisuelle. Quant au statut du journaliste, l'ensemble de ces lois stipule que : « le journaliste professionnel est la personne : - ayant pour occupation principale, régulière et rétribuée, la recherche, la collecte, la sélection, l'adaptation, l'exploitation et la présentation des informations ; - exerçant cette activité dans un organe de presse écrite, parlée ou filmée, quotidien ou périodique, appartenant à une entreprise publique ou privée. » A la lumière de ces textes de loi, invoqués tout autre dispositif en l'occurrence les dispositions du code de procédure pénale pour poursuivre un journaliste dans le cadre de son travail est une grave dérive liberticide et prédatrice de la liberté de presse

qui porte une entrave au droit à l'information des populations. Nul ne saurait remettre en cause cette avancée majeure en matière de liberté des médias, des droits de l'homme et de la démocratie qu'est la dépenalisation des délits de presse qui permet aux journalistes d'exercer librement leur métier sans être dans la peur de la détention. Dans le cas précis du directeur de publication du journal Le Soir, ceux qui estent contre lui se trouvent être tous des magistrats de hauts grades qui tentent de le dépouiller de toute protection de cette loi portant régime juridique de la presse dont il est pourtant bénéficiaire, on ne sait dans quel dessein. Alors que ce pourquoi il est poursuivi relève des délits de presse et non d'un délit de droit commun. Tenant compte de l'orientation judiciaire de cette affaire, du risque de corporatisme et de l'absence d'une garantie sérieuse sur l'impartialité du tribunal qui entendra l'accusé, le procès du journaliste Lookmann Sawadogo risque d'être arbitraire et abusif. C'est pourquoi nous défenseurs des droits de l'homme :

- Dénonçons avec la dernière énergie la procédure judiciaire disproportionnée et biaisée qui est enclenchée contre le journaliste en total violation de son statut et des faits, - Demandons à la commission d'enquête du CSM de respecter la législation en matière de presse, - Exigeons des pouvoirs publics qu'ils mettent fin à cette forme d'insécurité judiciaire des journalistes en décidant fermement que ces derniers ne doivent plus être objet de poursuites dans le cadre de leur profession en dehors de la loi portant régime juridique

de la presse au Burkina Faso, - Invitons les acteurs des médias à dénoncer et combattre les tentatives de liquider leurs droits acquis en matière de liberté de la presse notamment la dépenalisation des délits de presse, - Appelons la justice du Burkina Faso à garantir une justice équitable à tous les justiciables, seul gage du renforcement de l'Etat de droit démocratique, de la paix sociale, du respect et de la promotion des droits de l'Homme, - Appelons les citoyens burkinabe à apporter un soutien sans faille aux journalistes victimes de diverses formes de menaces et d'intimidations dans leur mission d'information du public qui peut s'avérer, dans certains cas, périlleuse. Les signataires de la présente déclaration informent, par ailleurs, l'opinion qu'ils suivent de près ce dossier et que le Rapporteur spécial sur le droit à l'information de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) ainsi que les instances onusiennes seront également saisis urgemment par eux.

Fait à Ouagadougou, le 12 juillet 2017 Ont signés :

Pour le Cercle d'Eveil Evariste Faustine Konsimbo (Président)
Pour l'ODDH Adama Guébré (Secrétaire à la communication chargé de lobbying)
Pour le RESOCIDE Siaka Coulibaly (Président)
Pour l'Association "Femmes Battante" Bertine Ouédraogo
Pour la Coverage Citoyenne et Panafricaine Ousmane SO (Président)
Pour le MBEJUS Alexandre Pagomziri Ouedraogo (Président)
Pour les NDH (Nouveaux Droits de l'Homme) Idrissa BIRBA (Président)

La suite de la page 17



DOCTORAT

Centre d'Examen Européen

Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
- ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
- ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
- ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'École Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sambene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso
en face de la station TOTAL Ambassade,

Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26

Email : contact@ebs-edu.fr Site web : www.sciences-campus.org

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: H/F **Assistant(e)**
Technique – **santé**
publique – **Madagascar**

Description

(h/f) Assistant(e) technique
Programme de Santé Publique
Antananarivo, Madagascar

C O N T E X T E

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables. Depuis plus de 25 ans, l'IECD est impliqué dans des projets de renforcement de centres de santé et hôpitaux.

Présent à Madagascar depuis 1989, l'IECD mène actuellement cinq projets avec des partenaires locaux dans le domaine de l'accès à l'éducation, la formation professionnelle dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, l'appui aux Très Petites Entreprises et la santé. L'ensemble de ces projets réunit une équipe de 250 employés expatriés et locaux, implantés majoritairement à Fianarantsoa et Antananarivo.

L'IECD mène depuis 2014 un Programme d'amélioration de la prise en charge des drépanocytaires en Afrique Centrale (RDC, Cameroun et Congo) et à Madagascar. Ce programme a été élaboré suite à une expérience réussie depuis 2006 en RDC. La drépanocytose est la première maladie génétique dans le monde. Sans dépistage précoce, les enfants ne sont pas pris en charge et la plupart d'entre eux meurt avant l'âge de 5 ans.

A Madagascar, le programme vise à améliorer la prise en charge de 2500 drépanocytaires à travers les volets suivants :

Organisation de dépistage précoce (renforcement de laboratoires ; formation du personnel de santé, implication de maternités pilotes) ;

Amélioration de la prise en charge médicale (formation du personnel de santé; disponibilité des vaccins et médicaments ; éducation thérapeutique des familles) ;

Sensibilisation de la population (écoles, grand public) ;

Plaidoyer au niveau national.

L'Institut Malgache de Recherche Appliquée (IMRA) conduit depuis plus de 50 ans des recherches sur les plantes médicinales malgaches. L'équipe de l'IMRA compte 80 collaborateurs, impliqués sur des projets de recherche scientifique, de production de médicaments, et de santé publique (dispensaire, lutte contre la drépanocytose).

L'IMRA est le partenaire de

l'IECD pour la mise en œuvre du projet drépanocytose. Il travaille en partenariat étroit avec l'ONG LCDM (Lutte contre la drépanocytose Madagascar) et le Centre Hospitalier Universitaire HJRA à travers la Plateforme Drépanocytose Madagascar.

Dans le cadre d'une création de poste, la mission de l'assistant(e) technique sera de renforcer l'IMRA, en particulier l'équipe dédiée au projet drépanocytose et la direction générale. L'équipe mobilisée sur le projet compte actuellement : le directeur, un médecin de santé publique, un chargé de base de données, un comptable et du personnel support transversal.

M I S S I O N

Vous aurez pour mission d'accompagner l'équipe de l'IMRA sur les aspects suivants :

1/ Appui à l'équipe opérationnelle pour la gestion du projet drépanocytose

Appuyer la planification des activités

Appuyer la formalisation et le suivi de processus opérationnels pour les activités

Appuyer la mise en place d'un système de collecte et analyse de données : base de données, suivi d'indicateurs.

Suivre les indicateurs et la qualité du projet

La suite à la page 19

La suite de la page 18

Appuyer l'animation et le suivi du plan d'action de la plateforme tripartite (PDM)

2/ Appui à l'équipe administrative et financière

Appuyer la mise en place et le suivi de procédures conformes aux exigences des partenaires financiers

Appuyer la rédaction d'un guide de procédures administratives et comptables

Appuyer la budgétisation, le contrôle de gestion, l'établissement des états financiers.

Appuyer la préparation des audits.

3/ Appui à la direction générale de l'IMRA :

Appuyer la mise en place et l'animation de la communication interne et externe : refonte du site internet, newsletters...

Appuyer l'identification de nouveaux partenaires financiers

Animer occasionnellement des formations internes selon les besoins

4/ Suivi du projet drépanocytose pour le compte de l'IECD

Assurer le reporting narratif et financier au siège de l'IECD

Rédiger les rapports destinés

aux partenaires financiers
Représenter l'IECD auprès des partenaires financiers locaux du projet

P R O F I L

Formation : issue de l'enseignement supérieur de type commerce, économie, IEP, etc. (master 2).

Expérience : Expérience professionnelle requise (3 ans minimum)

Connaissance des pays en développement recommandée

Une expérience dans le domaine de la santé publique serait appréciée

Compétences recherchées :

Capacités de gestion de projet et de gestion financière, suivi d'activités

Qualités attendues :

Rigueur et organisation

Capacité à se mettre à l'écoute et à s'adapter aux réalités locales

Capacité à allier leadership / force de proposition et humilité / sens du dialogue

Un sens développé des relations humaines et de la diplomatie sera déterminant

Adhésion aux valeurs de l'IECD (un regard sur la

personne, l'esprit de service, un engagement professionnel)

CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat de droit français – Volontariat de Solidarité Internationale

Formation préalable au départ d'une semaine à Paris

Sous la responsabilité : de la responsable du pôle Santé basée à Paris et du directeur général de l'IMRA, fortes interactions avec le délégué IECD basé à Antananarivo

En collaboration étroite avec la coordinatrice de programmes santé basée à Paris

les équipes du programme Drépanocytose dans les autres pays

Dates du poste : dès que possible, au plus tard été 2017, pour 2 ans minimum

Localisation : Antananarivo, Madagascar. Déplacements réguliers à prévoir à l'intérieur du pays (2 à 3 missions par an)

Conditions contractuelles :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Billet début et fin de contrat + 1 A/R tous les 12 mois

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite de base

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

C O N T A C T

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Mada – AT santé »

au service recrutement,
recrutement@iecd.org

Ville
A n t a n a n a r i v o

Fonctions Animation,
Formation, Assistance,

Secrétariat, Traduction,
Autre, Communication,
Coordination, Gestion de projet,
Organisation, Administration,
Technicien spécialiste

Activités

Autre, Santé, Social

Pays

Afrique, Madagascar

Contrat

**CDD, CDI, Inconnu,
Volontariat / service civique**

Email de la personne contact

recrutement@iecd.org

Date de fin de validité

3 0 / 0 8 / 2 0 1 7

Avis de recrutement

**Poste: H/F Chef de
Projet – Appui aux Très
Petites Entreprises –
Territoires Palestiniens**

Description

h/f Chef de projet

Programme d'appui aux TPE

**Al Azarieh, Territoires
P a l e s t i n i e n s**

C O N T E X T E

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créé en 1988. Sa mission est de mettre en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et du

renforcement de structures éducatives, sanitaires et sociales.

L'IECD met en œuvre des projets dans les Territoires Palestiniens depuis 2007. Au vu du contexte socio-économique défavorable, et du peu de perspectives d'amélioration, l'IECD a décidé de concentrer son action dans la région de Jérusalem-Est. Pour mieux satisfaire les demandes individuelles au sein de la communauté locale, trois programmes ont été implantés dans la région d'Al Azarieh (Bethany) : Le Centre Educatif Azarieh (Al Hamawi), le programme Graines d'Espérance et le programme de développement économique centré sur les Très Petites Entreprises dans les régions ciblées.

Les programmes TPE de l'IECD proposent différentes activités : des formations initiales et thématiques (créer une start-up, notions de management, marketing avancé, etc.), un suivi individualisé des personnes bénéficiaires and l'organisation d'activités mensuelles à l'intention des membres du Club des Entrepreneurs de l'IECD.

Durant le nouveau projet de l'Union Européenne, débutant en avril 2017 pour une durée de 3 ans, un nouvel élément a été ajouté au programme TPE. L'IECD accompagnera et soutiendra la Chambre de Commerce de Jérusalem-Est dans la création d'une unité TPE pour promouvoir et développer le rôle active, efficace et durable

La suite à la page 21

La suite de la page 20

de la chambre du commerce dans le développement de l'économie locale.

Pour réussir ces développements tout en garantissant la qualité du programme, l'IECD recrute un chef de projet expérimenté pour superviser toutes les opérations liées aux TPE et aux activités de transformation alimentaire.

M I S S I O N S

Afin d'assurer la qualité et la pérennité des programmes TPE, le chef de projet assurera les missions suivantes :

1/ Organisation et supervision des activités opérationnelles du Programme d'appui aux TPE :

Définir et mettre à jour les plannings des activités

Suivi de toutes les formations, des visites aux bénéficiaires, des activités proposées au sein du Club des Entrepreneurs et du Club des Coopératives ainsi que les activités de la coopérative « Jerusalem Hills »

Lancer de nouvelles activités au sein du Club des Entrepreneurs, basées sur les évaluations et les retours des bénéficiaires et des autres acteurs du projet

Développer la visibilité de l'IECD et la stratégie de communication terrain. Communiquer efficacement cette stratégie aux acteurs du

projet, aux partenaires locaux, à la direction, aux employés, etc.

2/ Suivi de projet et évaluation

Assurer et maintenir la qualité des activités développées au sein du programme TPE

Vérifier et actualiser la base de données des personnes bénéficiaires

Assurer le suivi et contrôler la bonne réalisation des objectifs des projets et résultats attendus, en lien avec les engagements pris auprès des partenaires financiers

Piloter et superviser les évaluations et les audits

Capitaliser et développer de nouveaux outils adaptés aux besoins des personnes bénéficiaires

3/ Suivi financier

Assurer la bonne mise en œuvre des procédures financières au sein de l'IECD

Suivre les dépenses du projet et les encaissements associés

Mettre à jour les outils de suivi financiers, notamment les budgets du projet sur une base mensuelle, trimestrielle et annuelle, en étroite collaboration avec les responsables finances de l'IECD

Identifier les potentiels besoins et sources de levée de fonds

4/ Gestion des

Ressources Humaines

Accompagner, recruter, fidéliser et former l'équipe TPE, notamment les formateurs terrain et organiser des réunions hebdomadaires de coordination

Maintenir la cohésion et la dynamique au sein de l'équipe liée au projet

Identifier les talents locaux et favoriser la montée en compétences

5/ Levée de fonds et relations partenariales

Développer et maintenir une relation de collaboration fluide avec les divers partenaires de l'IECD, locaux et internationaux, incluant les partenaires locaux, les coopératives, les autorités locales et l'Union Européenne

Rédiger des propositions de projet

Représenter efficacement l'IECD et le programme TPE auprès des partenaires locaux et internationaux

P R O F I L

Formation : master en administration des entreprises, diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Expérience :

Au moins 5 ans dans la gestion de projet et le développement

Expérience de levée de fonds avec un réseau établi et un bilan des actions menées souhaitée

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

Des connaissances de la région Moyen-Orient sont appréciées

Compétences :

Gestion financière et mise en œuvre de projets

Fortes capacités managériales avec un excellent sens de l'organisation

Bilingue anglais, des connaissances en arabe sont un atout

Qualités attendues :

Forte capacité à s'adapter à des situations difficiles, à maintenir une attitude positive et à produire des résultats satisfaisants en toutes circonstances

Patient, professionnel, comprenant l'aspect humain du projet et s'inscrivant dans une vision globale

Visionnaire, esprit d'équipe avec d'excellentes capacités de communication

Capacité à représenter et suivre les valeurs de l'IECD

La connaissance du monde de l'entreprise sera un plus (surtout des très petites entreprises)

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la

personne, l'esprit de service, l'engagement professionnel

CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat de droit français – Volontariat de Solidarité Internationale – formation préalable de deux semaines à Paris

Dates du poste : A pourvoir pour Novembre 2017 au plus tard, pour 2 ans renouvelables

Localisation : Al Aizarieh, Jerusalem

Sous la responsabilité :

Du Directeur Pays des Territoires Palestiniens

En collaboration avec la coordination du programme TPE à Paris

Package global :

A déterminer suivant le profil et l'expérience

1 billet A/R par année de mission

Participation au logement

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle, retraite de base)

C O N T A C T

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation) – Réf. TPO – CDP TPE

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Al Aizarieh

Fonctions
Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités
Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines, Social

Pays M o y e n O r i e n t , T e r r i t o i r e s p a l e s t i n i e n s

Contrat CDD, CDI, Inconnu

Date de validité de fin de 31/08/2017

ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN

Recevez l'actualité du jour , à 12 000 f cfa / ans

Avis de recrutement

Poste: Mondial Media Manager

Description

Nous recherchons une personne énergique et créative directeur mondial des médias pour assurer la voix de Save the Children est entendu dans le monde entier grâce à un solide profil de médias . Vous obtiendrez une couverture médiatique mondiale, en mettant l'accent sur nos enfants d' économie de travail en cas de catastrophe humanitaire.

Travailler dans plus de 120 pays, nous faisons tout ce qu'il faut pour créer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants. Notre politique, la défense, et le département des campagnes où nous conduisons des programmes politiques aux niveaux national et mondial. Nous avons intégré le lobbying, la politique, la recherche et la campagne dans un moteur agile, puissant pour le changement. Ensemble, nous sauver la vie des enfants, lutter pour leurs droits et les aider à réaliser leur plein potentiel.

Comme Global Media Manager vous contribuerez à l' en dehors des heures et rota générer de l' activité des médias dans les médias du monde international et le développement, conformément à nos priorités organisationnelles et dans les pays clés de plaidoyer. Vous agirez en tant que point focal clé pour la gestion des médias pendant les périodes de catastrophe humanitaire, la coordination des interventions des médias dans

plusieurs pays. De plus, vous:

Maintenir un solide réseau de contacts avec les journalistes internationaux ainsi que d'identifier et d'établir des partenariats internationaux clés

Un porte-parole de Save the Children et questions campagne influence et plans de plaidoyer pour contribuer à la réalisation des objectifs des médias

Soutenir les programmes régionaux pour fournir des médias régionaux influents, au besoin

Collaborer à travers la mobilisation mondiale, la politique et la collecte de fonds, en prenant les devants dans la préparation de produits de médias externes qui alignent les divisions et reflètent nos messages clés

approche de soutien d'atténuation des risques pendant les moments sensibles, pour la sensibilisation des médias.

Pour réussir, vous aurez un diplôme en journalisme, communication, développement international ou dans un domaine connexe et être un excellent communicateur, avec la possibilité de transmettre des informations complexes rapidement et de façon concise. Vous aurez une expérience significative en tant que journaliste ou nouvelles attachée de presse dans un cadre international, avec une expérience d'une excellente couverture et une compréhension claire des médias numériques et

sociaux. De plus, vous aurez:

Excellentes compétences en rédaction de communiqués de presse, des conférences de presse, d'opinion et le travail des messages clés

La capacité de travailler rapidement et avec précision souvent dans un environnement à haute pression, traitement de données complexes et des problèmes avec confiance

Une excellente connaissance des enjeux mondiaux et les débats politiques qui touchent les enfants

Expérience de travail avec un éventail de parties prenantes, internes et externes, et la capacité de favoriser et d'entretenir des relations de travail positives avec des collègues, à l'échelle mondiale

De bonnes compétences de persuasion et de diplomatie, travaillant de manière collégiale entre les différentes équipes spécialisées - en particulier, des campagnes mondiales, le plaidoyer et les urgences humanitaires /

projet Expérience dans la gestion des résultats médiatiques complexes à travers différents points de vente et dans les différents pays.

La possibilité de voyager à court terme, souvent aux pays en développement du monde, et parfois à des environnements de travail difficiles, est essentiel. La maîtrise d'une seconde langue serait un avantage.

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

Save the Children nous sommes engagés à la sauvegarde et à la protection des enfants dans notre travail. Nous ferons tout notre possible pour faire en sorte que seuls ceux qui sont aptes à travailler avec les enfants sont recrutés pour travailler pour nous. Ce poste est soumis à une série de contrôles vetting, y compris une divulgation des casiers judiciaires.

Notre mission est d'inspirer des percées dans la façon dont le monde traite des enfants et réaliser un changement immédiat et durable dans leur vie. Si vous partagez notre mission, sont

passionnés par la faire advenir et nous croyons fermement que vous pouvez contribuer alors rejoignez-nous et nous allons vous donner toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de tes nouvelles.

Pour appliquer s'il vous plaît visitez notre site Web.

Date de clôture: 9 Juillet 2017

Ville L o n d r e s

Fonctions
Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e

Pays

Europe, Royaume-Uni

Contrat C D I

Salaire / Indemnité

£ 36,000 - £ 40,000, mais

Postuler en ligne <https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/global-media-manager-3326/3352/description/>

Date de fin de validité 19/07/2017



Avis de recrutement

Poste: **Coordonnateur**
d'urgence **volant**

Accueil » **Flying**
Emergency **Coordinator**

Description

Action contre la Faim est une organisation internationale non gouvernementale, privée, apolitique, non religieuse et à but non lucratif créé en 1979. Son but est de lutter contre les situations de faim et dangereuses qui menacent les hommes, les femmes et les enfants. Actuellement, 500 expatriés et plus de 5000 employés travaillent pour l'action contre la faim dans plus de quarante-six pays, dans quatre domaines d'action: la nutrition, la santé, la sécurité alimentaire et de

l'eau et de l'assainissement.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'expert sera disponible pour les déploiements fréquents aux missions et remplir une position clé spécifique au sein de l'organigramme de mission ou d'agir à titre de coordonnateur d'urgence, étant responsable de la qualité et de l'efficacité des programmes de Acción Contra el hambre dans les missions de déploiement.

En cas de Gap remplissage, l'expert devra couvrir rapidement un poste vacant - sur description du travail - et assurer que les points d'action clés sont gérés jusqu'à ce que le profil à long terme a été identifié.

En cas de réponse d'urgence, l'expert aidera le directeur de pays dans la gestion globale du programme d'intervention d'urgence de Acción Contra el Hambre au sein de la mission; y compris la programmation, les opérations, la sécurité et les relations avec les parties prenantes. Responsable et responsable de l'élaboration, la coordination et la gestion de toutes les activités d'intervention d'urgence responsable de la gestion Acción Contra EL portefeuille des donateurs d'urgence de la mission HAMBRE et les budgets ainsi que le développement du personnel d'intervention d'urgence.

Quand à Madrid, l'expert participera aux exercices et leçons tirées des documents de

La suite à la page 25

La suite de la page 24

capitalisation et de participer aux travaux transversaux développés dans le bassin d'urgence et le Département des opérations.

Relevant chef adjoint de la piscine d'urgence, au directeur de pays et de bureau géographique respectivement.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Évaluation, conception du programme, planification et gestion de projets d'urgence et de mise en œuvre

Gap de remplissage pour les postes d'opération dans les missions et le soutien stratégique aux missions

Gestion de projet

Direction générale et du leadership au niveau de la mission

la gestion des services d'appui aux programmes: ressources humaines, gestion de la sécurité, la gestion financière et de la planification

Leçons apprises et la piscine d'urgence / développement d'outils opérations

Ville M a d r i d

Expériences / Formation du candidat

Diplôme universitaire, idéalement relié au domaine humanitaire ou logistique

Niveau élevé de tous les aspects de l'expérience de gestion, y compris la gestion des budgets de plusieurs millions de dollars.

Expérience dans la prise de décisions complexes et diriger une équipe multinationale, multidisciplinaire dans des circonstances difficiles.

Bonne compréhension du contexte d'exploitation humanitaire d'urgence, y compris Sphère, le système humanitaire, les donateurs, la sécurité, la liaison entre civils et militaires et la gestion des programmes.

3 ans minimum d'expérience précédente dans des positions similaires sur le terrain - une combinaison de postes sur le terrain et à l'AC acceptables - Essential

L'expérience dans la préparation des propositions de projets, les budgets et les rapports aux donateurs et autres stakeholders- Essential

Expérience en coordination interinstitutions, la représentation et la négociation avec les acteurs étatiques et non étatiques - Essential

Expérience de travail dans un environnement volatile- Essential

expérience de la gestion des ressources humaines - Essential

Expérience de travail avec les autorités locales et partenaires - Essential

La connaissance et l'expérience dans les procédures d'action contre la faim - désiré

Langues: espagnol - langue de travail obligatoire, parlé, lu et écrit

Anglais - langue de travail

obligatoire, parlé, lu et écrit

Français - langue de travail obligatoire, parlé, lu et écrit

Arabe - très utile

Ordinateur (bureau) et les compétences utilisation d'Internet

Mobilité: temps de 70% dans le domaine - 30% du temps au siège

2 à 3 mois de mission et longueur 24h préavis en cas d'urgence soudaines, selon des priorités définies par la piscine d'urgence

Fonctions A u t r e

Activités A u t r e

Pays Europe, Espagne

Contrat C D D

Salaire / Indemnité

Nous offrons une incorporation immédiate à un réseau international dynamique avec le package de rémunération suivante:

Contrat de travail: 2 ans

Basé à Madrid

Salaire: entre 27.000 € et 30.000 € € brut par an.

Les frais de déplacement vers et de la mission.

25 jours ouvrables de congés payés par an.

e t

Documents à envoyer

Nous ne considérons que les candidatures reçues par

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

notre service en ligne. S'il vous plaît cliquer sur le lien suivant pour accéder au service:

<https://employ.acf-e.org/>

Remarque. - Compte tenu de l'urgence de cette situation, la vacance peut fermer avant la date limite. Pour plus d'informations sur cette

position, visitez notre site Web www.accioncontraelhambre.org en cas de trouver pas publié ici signifie que le processus de sélection a été fermé.

Email de la personne contact
ach-sedecandidaturas@accioncontraelhambre.org

Postuler en ligne <https://>

hris.acf-e.org/employ/index.php/positions/view/555/Flying-Emergency-Coordinator/

Date de validité de **fin de** **21/07/2017**



Avis de recrutement

- | | | |
|---|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Poste : WEBMASTER WORDPRESS • Type d'offre : Emploi • Métier(s): Informatique • Niveau(x): BAC+2, BAC+3, BAC+4, BAC+5 • Expérience: 2 ans • Lieu: Côte d'Ivoire • Date de publication: 10/07/2017 • Date limite: 20/07/2017 <p style="text-align: center;">P I G O N I A
r e c r u t e</p> <p>WEBMASTER WORDPRESS</p> | <p>Profil : Compétences requises</p> <p>Vous êtes chargés de réaliser des sites web autour de la solution Wordpress.</p> <p>Vous prenez en charge les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • I n t é g r a t i o n et configuration des plugins Wordpress • Réalisation des développements dans le respect des normes Wordpress • Intégration des templates • Tests unitaires | <ul style="list-style-type: none"> • Vous êtes diplômés(e) en informatique (Bac + 2/5). Vous maîtrisez PHP; MYSQL; HTML/CSS et Javascript. • La maîtrise de "visuel composer" et le sens de design sont très souhaitable. • Deux années d'expérience dans le domaine du web est requise. |
|---|---|--|

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...

Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain.

ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



.Du 15 février au 15 mars
.Du 15 Juillet au 15 août
.Du 15 septembre au 15 octobre

Préparation aux:

- **TOEIC - TOEFL**
- **La Licence avec English Discoveries, la solution complète d'apprentissage de l'anglais en ligne. Durée de formation 6 mois**

INSCRIPTIONS OUVERTES

40 000
F CFA

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

NB: Une attestation vous est offerte à la fin de chaque formation

Les cours se déroulent du lundi au vendredi de 18h à 20h

- ➔ **Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;**
- ➔ **Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;**

Fondé le 26 août 2013.
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique
+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

08/07/2017 AU 15/07/2017 Groupe II

Aéroport	25 31 42 22	14	Heera	25 31 66 10	28	Rood Wooko	25	
2	Amaro	25 34 33	15	Jabnéel	25 44 78 70	29	Sangoulé Lamizana	25
28			16	Jourdain	25 36 06 86	30		
3	Ar-rahma	25 35 09 86	17	Karpala	25 37 14 14	31	Schifeyi	25 40 27 42
4	Augustine	25 37 61 00	18	Koulouba	25 31 19 18	32	Sig-Noghin	25 35 09 77
5	Barwende	25 40 85 90	19	La Famille	25 43 06 85	33	Sigri	25 41 21 48
6	Boulmiougou	25	20	Marlass	78 55 00 52	34	Sud	25 38 42 82
43 12 68			21	Martin	25 50 84 59	35	Talba	25 36 22 25
7	Cité An III	25 33 19 66	22	Meteba	25 33 53 33	36	Tanko	25 35 15 57
8	Dapoya	25 31 32 01	23	Nayyira	25 48 18 41	37	Univers	25 41 99 65
9	Delwindé	25 36 72 80	24	Neima	25 35 56 82	38	Wati	25 38 52 92
10	Denisa	71 82 76 60	25	Nemadis	25 37 30 41		Yobi	25 31 16 30
11	Faso	25 38 19 29	26	Progrès	25 43 01 62			
12	Flayiri	25 40 73 44	27	Providence	25 31 86 48			
13	Hamdalaye	25 34 36 94						

ADRESSES UTILES

Ouagadougou	Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47 Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45 ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11 SONABEL: 25 30 61 00 Aéroport: 25 30 65 15 Police secours: 25 30 71 00 Gendarmerie: 25 31 33 40	Pompiers: 18 Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44 ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11 SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30 Aéroport: 20 97 00 70 Burkina secours: 20 97 01 43 Police secours: 17 Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33
Bobo-Dioulasso		

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

Couverture médiatique

Publicité

Communication

- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des écoles et universités
- L'actualité générale des 45 provinces en continue
- Les activités du gouvernement
- L'actualité internationale

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO